



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire fixant des mesures additionnelles  
pour limiter l'usage de l'eau à la société KIMBERLY-CLARK à Villey-Saint-Etienne**

N° 2025-0327  
AIOT 0006200720

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V ;
- Vu** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 applicable aux installations préparant et/ou utilisant de la pâte à papier relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation 2007/256 du 18 février 2010 modifié autorisant la société KIMBERLY-CLARK à poursuivre l'exploitation de la papeterie située à Villey-Saint-Etienne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2018/0647 du 13 juillet 2018 relatif à l'actualisation des mesures de gestion à mettre en œuvre en période de sécheresse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2018/0849 du 02 juillet 2018 actualisant certaines prescriptions applicables à la papeterie Kimberly-Clark au vu des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles dans l'industrie de fabrication de papier ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2021/0325 du 09 juin 2021 relatif à l'établissement, par la société KIMBERLY-CLARK pour son site de Villey-Saint-Etienne, d'un diagnostic portant sur la consommation

d'eau et les rejets aqueux intégrant les actions de réduction de prélèvement d'eau et de diminution des rejets de façon pérenne ou temporaire en cas de conditions climatiques critiques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022/005 du 05 janvier 2022 d'orientation pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Rhin-Meuse ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse approuvé par arrêté préfectoral n°2022/141 du 18/03/2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DDT-ERC-2023-028 du 27 avril 2023 fixant un cadre pour la mise en œuvre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le département de Meurthe-et-Moselle en période de sécheresse ;

**Vu** la note ministérielle du 16 septembre 2019 du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire ;

**Vu** le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 ;

**Vu** l'étude « diagnostic eau » réalisée et présentée le 09 décembre 2021 par KIMBERLY-CLARK ;

**Vu** le rapport référencé AT/IA/2389\_2023 du 12 décembre 2025 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 15 décembre 2025 par voie dématérialisée ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courrier en date du 19 décembre 2025 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre en œuvre en cas de situation de sécheresse des mesures de réduction des prélèvements en eau et/ou de l'impact des rejets aqueux ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné pour les rendre compatible avec les seuils fixés dans l'arrêté cadre n°2007-256 du 18 février 2010 ;

**Considérant** que l'article 5.2 de l'arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux installations préparant et/ou utilisant de la pâte à papier relevant du régime d'autorisation précise que « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau » ;

**Considérant** que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise dans son article 14 que « l'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences (...) de sécheresse (...) ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application « des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement ». Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie » ;

**Considérant** les objectifs d'état quantitatif des masses d'eau de surface du district du Rhin définis dans le SDAGE Rhin-Meuse ;

**Considérant** l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'Eau, et rappelé par Madame la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;

**Considérant** que, s'agissant de mesures de restriction sur des consommations d'eau liées au « process », le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021, préconise la prise d'arrêté préfectoraux complémentaires (APC) à l'arrêté d'autorisation d'exploiter ;

**Considérant** le niveau de prélèvement de l'établissement dans la masse d'eau Moselle 5 (code sandre : FRCR212) de 3715 m<sup>3</sup>/jour et qu'il convient dans ces termes de rationaliser l'usage de l'eau qui est fait par l'exploitant en période de situation hydrologique critique, en vue de limiter son impact direct sur le milieu naturel et les approvisionnements en eau potable qui en découlent ;

**Considérant** que la masse d'eau Moselle 5 (code sandre : FRCR212) où s'effectuent les prélèvements de l'installation se situe dans la zone de gestion Moselle amont et Meurthe du bassin Rhin-Meuse régulièrement placé en situation d'alerte renforcée et/ou de crise durant les périodes de sécheresse ;

**Considérant** que les débits d'étiages sont en forte baisse depuis le début des années 2000. Notamment, au niveau de la station de la Moselle à Gondreville, le VCN 10 annuel (débit le plus bas pendant 10 jours consécutifs) a baissé de plus de 10 % depuis 1971 en raison des phénomènes de hausse des températures et de baisse de la pluviométrie ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2007/0256 du 18 février 2010 modifié autorisant la société KIMBERLY-CLARK à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne sont modifiées, complétées par les prescriptions du présent arrêté.

La société KIMBERLY-CLARK, dont le siège social est situé 55 avenue des Champs Pierreux – 92012 NANTERRE, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Villey-Saint-Etienne.

### **Article 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

Les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral 2007/256 du 18 février 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 4.1.1.1 : Origine des approvisionnements »**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans la Moselle canalisée au PK 363,500 dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal (m <sup>3</sup> )	
				Horaire	Journalier
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Masse d'eau : « Moselle 5 »	FRCR212	1 400 000	400(*)	7400
Réseau public	/	/	/	/	/

(\*) : calculé sur une base journalière

L'eau prélevée dans la Moselle est dévolue au process MAP et à la Transformation.

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur relevé journallement et d'un dispositif de disconnexion.

La présente autorisation établie au titre des législations respectives sur les installations classées pour la protection de l'environnement ne dispense pas l'exploitant d'obtenir des Voies Navigables de France, l'autorisation de prélèvement d'eau et d'occupation temporaire du domaine public pour l'ensemble des installations de prélèvement et de rejet situées sur ce domaine.

#### **« Article 4.1.2 : Prélèvements et consommations d'eau »**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Le volume d'eau prélevée dans la Moselle sera limité à 1 400 000 m<sup>3</sup>/an et aux débits suivants :

- Moyenne annuelle : 25 m<sup>3</sup>/t de papier produite à compter de la date de notification du présent arrêté.
- Moyenne mensuelle : 25 m<sup>3</sup>/t de papier produite.
- Maximum journalier : 48 m<sup>3</sup>/t de papier produite.
- Maximum journalier : 7400 m<sup>3</sup>/jour.

Les débits spécifiques sont applicables dès lors que la production spécifique est applicable à 120 t.

Les résultats sont enregistrés en continu et le relevé des volumes prélevés sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées par le biais du rapport d'activités.

#### **Article 3 : Mesures de gestion d'eau**

Les dispositions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral 2007/256 du 18 février 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 4.4.1 : Plan d'actions pour réduire les consommations d'eau en situation normale »**

L'exploitant met en œuvre les mesures visant la réduction pérenne des prélèvements d'eau pour le fonctionnement de l'installation. Ces mesures sont présentes dans le diagnostic eau transmis par l'exploitant.

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes dès la notification de l'arrêté :

- les systèmes de refroidissement des moteurs TAD sont asservis à la température. Ils ne sont donc plus à vitesse fixe mais à vitesse variable ;
- les eaux de refroidissement des moteurs V810/V820 sont réutilisés pour la préparation de la station de dilution de l'agent chimique pour la résistance sèche (RES) ;
- Les pisseurs principaux de la MAP utilisent de l'eau recyclée ;
- Dilution des chimiques REH et RES avec de l'eau recyclée issue de la bache d'eau procédée ;
- Réduction de la consommation d'air et utilisation des compresseurs de la chaufferie.

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes, **sous 12 mois** :

- L'installation d'un groupe froid sur le refroidissement du moteur TAD 1 ;

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes, **sous 24 mois** :

- Les cônes à poussières de la MAP utilisent de l'eau recyclée.

#### **« Article 4.4.2 : Actions en cas de dépassement du seuil de vigilance »**

Les mesures fixées ci-dessous sont mises en œuvre **dans le respect prioritaire des règles de sécurité et de salubrité.**

Lors du dépassement du seuil de vigilance, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;
- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- Interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;
- Interdiction de laver les bords des installations de production de l'eau claire ;
- Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;
- Interdiction de pratiquer des exercices utilisateurs d'un gros volume d'eau ;
- Interdiction de fonctionnement en circuit ouvert des équipements aéroréfrigérants visés à la rubrique 2921, même en cas de dépassement des concentrations de 1 000 et 100 000 UFC/l, sauf autorisation explicite du Préfet ;
- Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents.

Lors du dépassement du seuil de crise, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures au-dessus :

- Le SILO (réserve d'eau en amont de la MAP) n'est plus vidangée ;
- Augmentation de la fréquence de nettoyage des filtres BARELL par rapport à la situation normale ;
- Augmentation de la fréquence de nettoyage des filtres ALBANY par rapport à la situation normale ;

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil de vigilance, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :

- Les débits de prélèvement effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- Le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ;
- Le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T° ;
- Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ;
- Le débit en marche dégradée ;
- Le débit de sécurité si existant ;
- La période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple...

Les quantités seront données en m<sup>3</sup>/jour ou m<sup>3</sup>/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.

De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...) nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.

**Que ce soit en situation normale ou en cas de dépassement des seuils (vigilance, crise), l'exploitant maintient un taux de recyclage de 70 % sur la période concernée par le dépassement des seuils.**

#### **Article 4 – Bilan**

L'exploitant établira à l'issue des périodes de sécheresse (ou de situation hydrologique critique) soit dès lors qu'un arrêté préfectoral, portant limitation des usages de l'eau sur l'ensemble des cours d'eau du département ou sur le bassin versant de Moselle Amont et Meurthe sera publié, un bilan des actions mises en œuvre comprenant un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets.

Il précisera également les mesures les actions concrètes, graduées si nécessaire, mises en œuvre en cas de déclenchement des différents seuils « alerte », « alerte renforcée » et « crise ». Ce bilan sera transmis dans le mois suivant à l'inspection des installations classées.

#### **Article 5 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 6 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Article 7 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Kimberly Clark

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Villey-Saint-Etienne

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **11 FEV. 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ